

Jean Aubin

CROISSANCE : **l'impossible** **nécessaire**

(Deuxième édition - septembre 2003)

*Tout ce que je vois jette les semences
d'une révolution qui arrivera
immanquablement et dont je n'aurai pas
le plaisir d'être témoin.*

*... Et alors ce sera un beau tapage. Les
jeunes gens sont bien heureux ; ils
verront de belles choses.*

Voltaire, 1764.

*Il n'y a pas de solution, il n'y a que des
forces en marche.*

*Créons ces forces, et les solutions
viendront.*

Saint-Exupéry

planète bleue EDITIONS

PLAN DE L'OUVRAGE

LA FIN DE L'HISTOIRE

La civilisation occidentale est-elle éternelle ? La religion de la croissance.

La fuite en avant

EFFET DE SERRE : LA SURCHAUFFE

Un exemple des problèmes majeurs auxquels se trouve confronté le monde.

Tout baigne.

Quel temps ferons-nous ?

L'EFFET NÉNUPHAR

Mécanisme de la croissance exponentielle.

Bienfaits et méfaits d'une croissance qu'on voudrait infinie : rêve ou cauchemar ?

Croissance zéro ?

Croissance nécessaire ?

Quelle croissance pour quel monde ?

INVENTER DEMAIN

L'utilisation des ressources naturelles : après nous, le vide.

Les ressources terrestres se ramassent à la pelle.

Tout-électrique, tout-nucléaire.

Je jette à tout vent.

PLUS LOIN. PLUS VITE

Usage et abus des transports.

Le prix du pétrole, ridicule pour l'usager.

Le coût du pétrole, dramatique pour l'humanité. Conséquences

Chère bagnole.

Faire ses courses au bout du monde.

Les lobbies de la route

Le monde à portée de main

LA RÉVOLUTION DANS L'ASSIETTE

Imbrications entre bouleversement de notre alimentation, dérives agricoles, gaspillages des ressources, inégalités nord-sud, suffisance alimentaire mondiale.

Le prix du bifteck

Une agriculture sans vaches folles ?

De la malnutrition à la malbouffe.

L'ÂGE D'OR : HIER OU DEMAIN ?

Un regard critique sur le passé, le présent, et les évolutions en cours.

Peut-on toujours exiger, pour aujourd'hui et pour demain, le beurre et l'argent du beurre ?

On n'arrête pas le progrès.

L'empereur est nu.

L'effet NIMBY

L'ASCENSEUR SOCIAL

Bienfaits de la prospérité occidentale. Effets pervers.

Etat d'esprit de la génération aux commandes, et de la jeune génération, face aux défis à venir.

DES LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT

Mondialisation libérale, gaspillage organisé et mise à mal du contrat social.

La théologie nouvelle.

Invasion et résistance.

Idéologie de la croissance

Combien de catastrophes avant d'agir ?

DÉFAIRE LE DÉVELOPPEMENT, REFAIRE LE MONDE

Le mythe du développement : le bonheur universel (celui qui vient de l'ouest, forcément !)

Bibliothèque Rose et Série Noire

Les bolcheviques du libéralisme

A l'aide !

Le bonheur formaté.

Développement durable, le paradoxe.

Développement, énergie et endettement.

Scolarisation ou éducation ?

LA FAIM DU MONDE

Le problème de l'alimentation mondiale, dans le contexte de la mondialisation libérale.

Le massacre de l'agriculture du Sud. Nécessité d'une protection

Prix bas : l'engrenage infernal

Nourriture ou développement ?

Pour un cercle vertueux

La révolution verte

LE NOMBRIL DU MONDE

L'Homme, aboutissement et maître absolu de la création, selon les fondements de l'imaginaire occidental.

Le fruit défendu

LE VINGT-ET-UNIÈME SIÈCLE

Nécessité de dépasser la seule fascination matérialiste, techniciste, scientiste :

"Le vingt-et-unième siècle sera spirituel ou ne sera pas..."

LE MIEL DE LA TERRE

L'apport chrétien en occident.

Cohérence et incohérences entre la vie des chrétiens et les fondements de leur foi, face aux défis du temps.

Le meilleur et le pire.

L'évangile sucré

Une Église plus humaine

Les fous de Dieu

Le sel de la Terre

TRENTE ANNÉES POUR RIEN ?

Conclusion : la valse-hésitation entre aveuglement et difficile prise de conscience, face à nos responsabilités individuelles et collectives.

LA FIN DE L'HISTOIRE

*Que se passe-t-il
J'y comprends rien
Y avait une ville
Et y a plus rien*

Claude Nougaro

Voici vingt-trois siècles, la république romaine s'attachait déjà à fournir de l'eau, facteur d'hygiène et de confort, à la population des territoires qu'elle contrôlait. Dans les siècles qui ont suivi, elle a mis en place tout un réseau perfectionné d'aqueducs, qui alimentaient les fontaines publiques et l'intérieur des riches demeures. S'ajoutant au réseau des voies romaines et à la mise en place d'une administration efficace et de l'état de droit, ce système d'adduction d'eau apportait au monde de l'époque, le monde romain bien entendu, une infrastructure qui aujourd'hui fait encore défaut dans de nombreuses régions du globe.

Quelques siècles plus tard, tout ce bel édifice se lézarde et finit par s'écrouler ; l'occident entre pour longtemps dans la nuit et le chaos. Comment la puissante civilisation romaine, sûre d'elle-même, a-t-elle pu se laisser abattre, malgré ses légions réputées invincibles, malgré son administration efficace et sa technologie sans concurrence ? Les barbares ? Mais ceux-ci ne font que donner le coup de grâce à un moribond : en bonne santé, Rome aurait pu résister parfaitement aux invasions. Alors, de quoi l'empire romain était-il malade ? De gigantisme, de sclérose, de divisions internes ? D'une trop grande dépendance du centre de l'empire par rapport à sa périphérie, à ses colonies, qui lui apportaient l'essentiel de sa richesse ? De tout cela sans doute, mais plus encore, de lassitude, de manque de goût de vivre, de ne plus savoir pourquoi on vit. Les romains voulaient du pain et des jeux. Dans un album d'Astérix, un préfet bedonnant se meurt d'ennui ; allongé devant ses festins, il ne sait que répéter : je suis las, las, las ! Et seule, la perspective d'être jeté aux lions met un peu de sel dans sa vie. Raccourci de ce qu'on a appelé la

décadence romaine. Oui, de quoi meurt une civilisation ? Peut-être de ne plus savoir quel est son sens, et donc de ne plus rien avoir à transmettre à la génération suivante. No future.

La civilisation dominante aujourd'hui, c'est évidemment la nôtre, la civilisation occidentale, même si elle n'est pas assise comme Rome sur un empire politique unifié. Et comme au plus fort de la prospérité romaine, personne ne veut douter du fait que cette civilisation est destinée à durer éternellement, en continuant à se développer à l'intérieur et à s'étendre à l'extérieur.

...

Désormais, la vie est un long fleuve tranquille...

A cette tranquille certitude se mêle pourtant une impression contraire, une inquiétude diffuse, un sentiment de menace. Depuis le 11 septembre, ce sentiment se cristallise autour du terrorisme. Trois mille morts à New-York et Washington, et c'est l'angoisse. Des morts atroces, oui. Des morts décidées de manière sinistre, oui. Mais des morts atroces, il y en a des milliers chaque année. Aux Etats-Unis, le nombre des victimes des armes à feu se monte à 28 000 par an, les morts dans les accidents de la route sont 35 000. Dans le monde, 6 000 enfants meurent chaque jour d'avoir bu de l'eau polluée. Pourquoi les 3 000 victimes des tours jumelles suscitent-elles autant de commentaires ? En raison de la nouveauté ? En raison de la programmation sinistre de l'événement ? Ou du fait qu'elles ont eu lieu chez nous (nous sommes tous américains, n'est-ce pas ?), chez nous qui pensons être protégés, chez nous qui n'envisageons de morts en masse qu'ailleurs, au Rwanda, en Ethiopie, en Bosnie, en Irak ?

Alors, le Président américain peut décréter la croisade contre l'empire du mal. Le Président français peut proclamer que nous serons intraitables face à la menace terroriste. Que nous saurons défendre nos valeurs. Quelles valeurs ?

...

La fuite en avant

La croissance ! La croissance ! La croissance ! scandent-ils tous en chœur, en sautant comme des cabris. Tous ou presque, responsables politiques de droite et de gauche, dirigeants d'entreprises, syndicalistes, journalistes, économistes, reprennent à l'unisson le même refrain, devant la foule subjuguée. Nous serions tous amoureux du taux de croissance. Le voilà, le moteur de notre civilisation, et il porte en lui-même son sens.

C'est peu de dire que la croissance fait la pluie et le beau temps : elle se ralentit, et c'est la crise, cette crise de bientôt trente ans qui a succédé aux Trente Glorieuses. En cette fin de siècle, la croissance repartait, répandant l'euphorie : l'an 2000 promettait enfin le bout du tunnel tant de fois annoncé, le retour promis au plein emploi, la fin de tous les problèmes ; tout guilleret, le CAC 40 flirtait avec les 7000 points... Hélas, la mariée était trop belle : l'année 2001 révélait rapidement une baisse de la croissance aux Etats-Unis, puis dans l'ensemble du monde industrialisé ; c'était encore une fois la douche glacée ; le bout du tunnel, ce serait pour plus tard. A nouveau, et avant même les attentats du 11 septembre, revenaient l'inquiétude et la déprime...

Et c'est vrai, il y a là matière à craindre ou à espérer. Le spectre de la grande récession des années 30 plane toujours. Et l'extrême-droite fait en Europe ses choux gras de l'insatisfaction, de l'inquiétude, des replis favorisés entre autres raisons par une situation de moindre croissance.

Il est facile de conclure que la croissance économique est une condition nécessaire non seulement à la prospérité générale, mais encore à la paix sociale et à la démocratie. Vive la croissance donc !

Oui. Seulement, il y a un léger problème. Comment en effet envisager une croissance sans fin de la consommation des ressources disponibles, dans un monde qui lui est bel et bien fini, limité ? Le professeur Albert Jacquard pose cette question dans *L'équation du Nénuphar*, et la reprend inlassablement dans nombre de ses interventions.

Cette question est liée à une autre : qu'est-ce qui pousse ainsi notre monde vers la croissance sans fin ? La société occidentale semble réunir les conditions du bien-vivre, du vivre heureux ; elle ne mérite guère le reproche de faire le mal : la prospérité, la liberté, les progrès de la médecine, des loisirs et de la culture, qui pourrait trouver à y redire ? Et la croissance, c'est la promesse que demain sera encore meilleur, que les progrès vont se poursuivre, se généraliser et devenir accessibles à tous. Rêve à la fois généreux et réaliste, ou seulement caprice d'enfant gâté, exigence de gosse de riche, blasé, arrogant, méprisant, jamais content, centré entièrement sur lui, se croyant tout permis, estimant que tout lui est dû ?

Quelle croissance possible ? La croissance pour quoi faire ? Ces interrogations sont redoutables : si nous nous montrons incapables de leur apporter des réponses, nous installons le monde sur une poudrière dont l'explosion pourrait lui être fatale.

...

EFFET DE SERRE : LA SURCHAUFFE.

L'environnement n'est pas une affaire de religion, d'éthique ou de morale. Celles-ci sont des luxes, car on peut survivre sans elles. Mais survivre nous sera impossible si nous continuons à nous acharner contre la nature.

Sa Sainteté le Dalai Lama.
Au loin la Liberté.

S'il est un domaine où l'interrogation commence à se faire pressante, c'est celui du changement climatique. Rappelons-en d'abord les mécanismes et les enjeux. L'ensemble de cet ouvrage replacera ensuite ce problème dans un contexte global.

Tout commence voici trois milliards huit cents millions d'années. La Terre est âgée de quelque sept cent millions d'années. Elle baigne dans une atmosphère corrosive où dominent le méthane, le gaz carbonique, l'ammoniac. Dans cette soupe primitive va naître la vie, peut-être sous l'impulsion des décharges électriques des éclairs. A moins que la vie ne soit venue d'ailleurs, apportée par des comètes ou des météorites, ce qui n'explique pas comment elle est née dans cet ailleurs : que ce soit sur Terre ou ailleurs, la question de l'origine reste largement inexpliquée. Mais ce n'est pas notre sujet.

Pendant trois milliards d'années, les premières formes de vie restent rudimentaires : algues unicellulaires, bactéries... Mais, aussi simple soit-il, tout ce petit monde a inventé quelque chose de fabuleux, qui lui permet de vivre, et qui de plus permet le développement de toute la vie ultérieure. Cette invention, c'est la photosynthèse, c'est-à-dire la faculté d'utiliser l'énergie de la lumière solaire pour décomposer le gaz carbonique de l'atmosphère, fixer le carbone et s'en nourrir. Et en fixant le carbone, ces organismes primitifs libèrent l'oxygène, comme le feront plus tard mousses, prêles et fougères,... et comme le font

encore les plantes actuelles. Ainsi se met en place une formidable machine à épurer l'atmosphère.

...

Aujourd'hui, que se passe-t-il ? Que devient tout ce carbone ? Depuis le début de l'ère industrielle, depuis le début même de l'humanité, le stock de carbone fixé dans le calcaire semble pratiquement inchangé, on l'a juste écorné pour la fabrication de la chaux et du ciment ; ce n'est tout de même pas rien : la consommation de ciment dans le monde s'approche des deux milliards de tonnes par an, ce qui représente près de 10% des rejets de gaz carbonique. Ajoutons-les aux consommations de combustibles fossiles, aux milliards de tonnes de charbon, gaz et surtout pétrole qui partent en fumée depuis deux cents ans, et plus rapidement encore depuis cinquante ans : tout cela marque le retour à l'atmosphère, en un temps extrêmement court, d'une part importante du stock patiemment constitué pendant des milliards d'années. En brûlant, un litre d'essence consomme 2,8 litres d'oxygène ; autrement dit, une voiture qui consomme sept litres aux cent kilomètres absorbe sur ces cent kilomètres vingt litres d'oxygène, c'est-à-dire la production annuelle d'un arbre en pleine croissance.

...

L'accroissement du taux de gaz carbonique de l'air, le fameux CO₂, et aussi celui d'autres gaz comme le méthane, provoque le fameux effet de serre : une sorte d'enveloppe diffuse qui piège les rayons solaires : ceux-ci continuent à entrer pour nous réchauffer, mais le rayonnement de la Terre vers l'extérieur, dont la longueur d'onde est plus grande, a un peu plus de mal à sortir. Un tout petit peu plus, mais cela suffit à créer un déséquilibre : il y a un peu plus de chaleur à entrer qu'à partir, la température s'élève donc légèrement. Sur un siècle, l'augmentation pourrait être d'un peu moins de deux degrés au minimum, à près de six degrés au maximum. On le voit, la fourchette de prévisions est assez large.

Que l'augmentation soit au minimum ou au maximum de la fourchette, elle aura des effets importants sur le climat et sur le

niveau des océans, même si ces effets restent en partie imprévisibles dans le détail. Mais avant d'aborder ces conséquences, remarquons tout d'abord que la variation de l'effet de serre n'est pas inédite dans l'histoire tumultueuse de la Terre. Les études sur les carottes de glaces provenant des forages dans l'Antarctique ont permis, grâce aux microbulles d'air "d'époque" qu'elles contiennent, de retrouver la composition de l'atmosphère sur quelques centaines de milliers d'années, et d'émettre l'hypothèse d'un lien étroit entre la température sur Terre et la teneur en gaz carbonique de l'air. Pour faire simple, les périodes glaciaires correspondraient à un taux de gaz carbonique faible, les périodes plus chaudes à un taux plus élevé. Les variations de l'effet de serre pourraient être, avec les fluctuations de l'orbite terrestre autour du soleil, responsables de l'alternance entre glaciation et réchauffement, sans que l'on sache très bien ce qui a pu provoquer cette variation de la teneur en CO₂.

...

Quel temps ferons-nous ?

Très importantes également, mais plus difficiles à prévoir de manière précise, sont les conséquences sur les climats, qui concernent l'ensemble de l'humanité. Les pluies, les vents, les courants marins, les cyclones, sont soumis à l'interaction complexe des masses d'air de l'atmosphère, masses d'air dont les emplacements moyens sont assez stables, et entre lesquelles les échanges, calmes ou violents, régularisent l'humidité, les températures et les pressions de l'atmosphère. Que la température moyenne sur Terre soit modifiée et tout cet équilibre sommaire s'en trouve bouleversé. Une atmosphère plus chaude est une atmosphère plus humide et plus instable ; la tendance est à l'orage ou à la tempête. Les phénomènes extrêmes ont toujours existé, mais ils se multiplient de manière inquiétante, comme le montrent les statistiques de Météo-France : sécheresses, inondations catastrophiques, violentes tempêtes ont vu leur fréquence doublée, voire triplée, depuis une trentaine d'années. Il n'est d'ailleurs guère besoin de statistiques pour constater cette succession accélérée

d'accidents météorologiques : les sécheresses, les tempêtes, comme celles de Noël 99, les inondations catastrophiques qui se succèdent désormais en rangs serrés un peu partout en France, en Europe centrale, en Chine, illustrent cette inquiétante évolution. Phénomène passager ? On aimerait le croire. Les spécialistes, avec leur prudence scientifique, hésitent encore à l'affirmer en toute rigueur. C'est difficile d'apporter une preuve scientifique, d'autant plus dans des domaines où règne une grande part de hasard. Si en lançant un dé, on obtient six, on ne peut rien dire ; si on le lance mille fois et qu'il nous donne quatre cents fois le six, on peut affirmer de manière pratiquement certaine qu'il est pipé ; mais entre les deux, si en le lançant vingt fois, on obtient le six à onze lancers, on soupçonne fortement qu'il est pipé, sans pouvoir vraiment l'affirmer. Pour les changements climatiques, c'est la même chose : tout un faisceau de présomptions se met en place autour des premiers signes d'une modification durable du climat en raison de l'effet de serre. Et les études récentes en France prévoient la multiplication de ces phénomènes. Les grandes compagnies mondiales de réassurance ne s'y trompent pas : obligées de mettre la main à la poche pour indemniser les dégâts dus à ces catastrophes qu'on hésite à qualifier encore de naturelles et qui, d'exceptionnelles, deviennent de plus en plus courantes, elles commencent à tirer la sonnette d'alarme.

...

D'ores et déjà, le processus est engagé et rien ne pourra l'arrêter, à vue humaine : long à se mettre en route, il est également lent à freiner et à stopper. Cela ne veut pas dire que l'humanité reste confinée dans un rôle d'observation passive. Les choix des prochaines années restent au contraire cruciaux, quant à l'ampleur des conséquences et à leur durée. Que les rejets de gaz à effet de serre continuent comme si de rien n'était, augmentent même, et les effets atteindront leur ampleur maximale et deviendront peut-être irréversibles. Que soit rapidement mise en place une nouvelle approche de notre relation à nos ressources naturelles, et ces effets pourront rester limités dans leur ampleur et pourront peut-être régresser. Selon notre manière de nous

déplacer, de nous chauffer, de nous nourrir, de produire et de consommer dans les prochaines décennies, la température de notre Terre augmentera de deux degrés ou de six degrés pendant ce siècle. Au minimum de la fourchette, on n'évitera pas de toute manière les tempêtes et les inondations de plus en plus fortes et de plus en plus fréquentes, et pas seulement dans la Somme et dans le Gard ; on n'évitera pas le déplacement des zones de paludisme et de dengue ; les deltas d'Asie n'éviteront pas les problèmes gigantesques. A six degrés de plus, on entre dans l'inconnu complet...

...

Les problèmes liés aux bouleversements climatiques sont en bonne place sur la liste des nombreux défis que l'humanité devra relever pendant ce siècle. Il s'agit de savoir quelle vie nous préparons pour nos petits-enfants.

L'EFFET NÉNUPHAR

*Deux et deux quatre
Quatre et quatre huit
Huit et huit font seize
Et seize et seize qu'est-ce qu'ils font
Ils ne font rien seize et seize
Et surtout pas trente-deux*
Jacques Prévert.

Le problème de l'effet de serre n'est qu'un des nombreux problèmes écologiques que doit affronter l'humanité pendant les prochaines décennies.

Ce qui est en cause, c'est la gestion d'une quantité de ressources terrestres, certes considérable, mais malgré tout finie, par une population dont les besoins, ou tout au moins les désirs, les envies, paraissent infinis. Dans le mot *ressources*, il faut placer les notions de matières premières, d'énergie, de surface cultivable, de renouvellement du poisson dans les océans, d'eau d'irrigation, d'eau potable, d'air pur, etc., et aussi les capacités de la planète à absorber les agressions et à digérer les pollutions de toutes sortes.

La situation est illustrée par l'image du nénuphar, reprise par le professeur Albert Jacquard dans son livre *L'équation du nénuphar*. L'histoire est connue : dans un étang, un nénuphar double de surface tous les jours. S'il recouvre et étouffe l'étang en trente jours, combien de jours met-il à recouvrir la moitié de l'étang ? Eh non, perdu, ce n'est pas en quinze jours !...

Image simple, devinette pour enfants ? Pas seulement, car elle peut aider à comprendre la situation de notre civilisation.

...

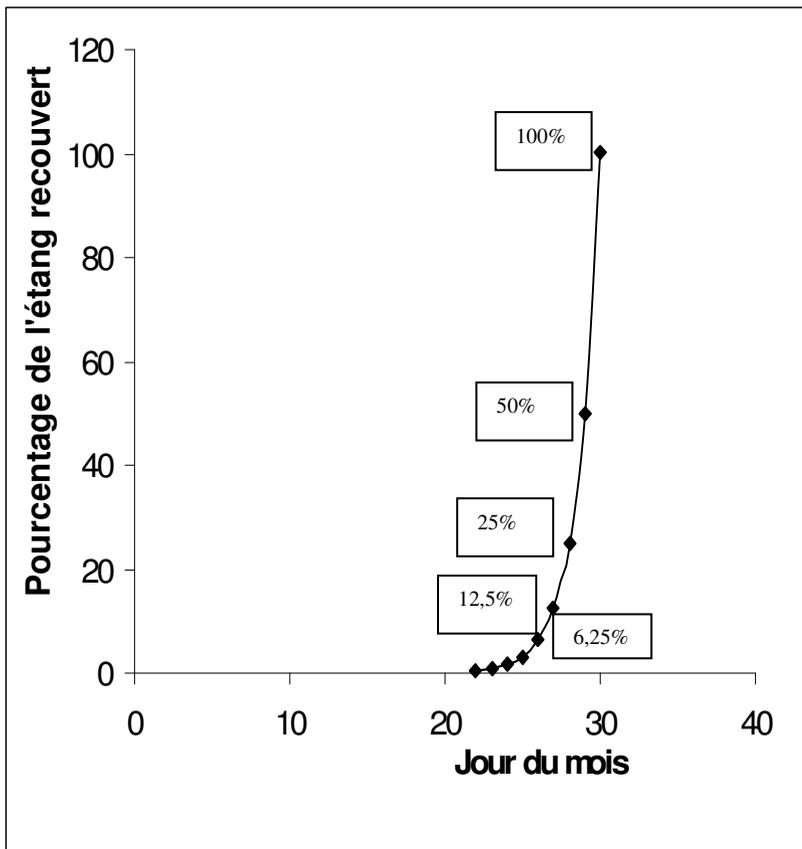
Si le modèle du nénuphar peut nous éclairer, c'est parce que celle-ci privilégie un mode de croissance exponentielle. Qu'est-ce à dire ? Tous ceux qui dans leurs tendres années ont été traumatisés par les programmes de mathématiques, ou par les

professeurs chargés de cette discipline, s'apprêtent déjà à jeter ce livre par la fenêtre. Allons, faisons en sorte que ce soit abordable par tous. On parle de croissance exponentielle, ou de progression géométrique, pour qualifier une croissance en pourcentages. Prenons l'exemple d'une valeur qui augmente de 7% par an : si elle part de 100, elle va passer à 107, de même, elle passerait de 200 à 214, ou de 50 à 53,5 ; bref, on doit la multiplier par 1,07 chaque année. Au bout de deux ans, la valeur de départ sera multipliée par $1,07 \times 1,07$. Etc... Au bout de 10 ans, elle sera multipliée par $1,07 \times 1,07 \times 1,07 \times \dots$, c'est-à-dire $1,07^{10}$ ($1,07$ puissance 10), ce qui vaut pratiquement 2 (plus précisément 1,96). Et nous voilà revenus à la situation du nénuphar, ou à celle de notre population de bactéries : avec une croissance de 7% par an, on multiplie par 2 tous les 10 ans, donc par 2×2 au bout de 20 ans, ... et par 2^{10} , c'est-à-dire 1024 (arrondissons à 1000) au bout d'un siècle. Faut-il continuer ? Après deux siècles, on en est à multiplier par un million (1000×1000). Après trois siècles... Non merci, ça va.

Dans le cas d'une croissance moins soutenue, 5%, 3%, 1%..., le phénomène est bien sûr ralenti, mais suit toujours le même schéma. Par exemple, dans le cas d'une croissance modérée, à 2,5%, on multiplie tout de même par douze en un siècle. Et à 3%, seuil de l'euphorie, c'est par vingt qu'on multiplie en un siècle, par quatre-cents en deux siècles, par huit mille en trois siècles. Ceci est valable pour toute grandeur appelée à augmenter d'un pourcentage fixe, qu'il s'agisse d'un capital, du financement de la Sécurité Sociale, des besoins en électricité ou en eau potable, des rejets de gaz carbonique, ou de la population mondiale.

On estime à 250 millions la population mondiale au début de notre ère. Si pendant ces 2000 ans, elle avait connu ne serait-ce qu'un accroissement annuel de 0,5%, taux très faible en regard des 2% des années 1965-1970, nous serions actuellement non pas 6 milliards mais 5 000 milliards sur Terre. Toujours l'effet nénuphar.

Vous n'êtes pas encore convaincu des vices et des vertus de la croissance exponentielle ? Prenons alors un autre exemple. Chacun sait que lorsqu'ils vinrent voir l'Enfant Jésus, les Mages lui apportèrent l'or, l'encens et la myrrhe. Ce qu'on sait moins, c'est que Jésus refusa l'or. On aurait pourtant dû s'en douter : l'or, ce n'était vraiment pas son truc. Aussi, Melchior, bon prince, laissa l'or aux bergers qui se trouvaient là. Ceux-ci s'empressèrent



d'investir la somme dans l'achat en commun d'une clôture électrique, ce qui n'était pas donné à l'époque. Mais l'un d'eux refusa d'adhérer à cette coopérative agricole, et réclama sa part, un franc tout rond (c'était bien avant l'euro). Il négocia aussitôt pour ce petit franc un contrat de placement perpétuel avec la caisse

d'épargne, au taux non révisable de 2,5%. Une misère. Depuis ce jour, il n'a fait aucun retrait. Combien possède donc aujourd'hui cet individu un peu radin, s'il vit encore ?

Eh bien, le calcul est simple : à 2,5% l'an, son capital est multiplié par 1,025 chaque année. Après 2000 ans, notre berger possède donc $1,025^{2000}$ francs. Cela fait combien ? N'importe quelle calculatrice vous le dira : $2,8 \times 10^{21}$. Mais encore ? Eh bien, cela correspond au budget français actuel pendant 1,75 milliard d'années. Ou si vous préférez, à 10 000 euros le kilo d'or, on pourrait recouvrir la France entière d'une couche d'or de quatre mètres d'épaisseur.

Comment un tel prodige mathématique est-il possible ? Observons la courbe de la croissance du nénuphar. Elle est caractéristique de toute croissance exponentielle : pendant longtemps, cette courbe se traîne au ras de zéro. En effet, le nénuphar a beau doubler chaque jour, cela reste invisible, car ce doublement porte sur des valeurs tellement faibles qu'elles restent invisibles à l'œil nu (au vingtième jour, par exemple, il ne recouvre encore qu'à peine un millième de l'étang). Ce n'est que lorsque les valeurs ont fini par grandir suffisamment pour se montrer un peu, vers le 25, que tout explose, et que la courbe commence à grimper de manière de plus en plus vertigineuse.

Pour toute croissance exponentielle, la courbe se comporte ainsi : après une période de latence plus ou moins longue selon la valeur de départ et le taux d'accroissement, on assiste à cette explosion. La difficulté d'une prise de conscience claire des limites physiques de la planète tient à ce caractère de la croissance exponentielle, à ce long temps de latence où rien ne se montre, comme pendant l'incubation d'une maladie. Si le nénuphar étouffe l'étang en trente jours, le 29^{ème} jour, il ne recouvre que la moitié ; la veille, le quart ;... le 25^{ème} jour, $1/32^{ème}$, c'est-à-dire 3,125% seulement. Eh oui, à cinq jours de l'échéance, il n'y a que 3% de contaminé, presque rien. Que nous soyons le 25 ou le 27, il est donc facile de voir que la coupe est loin d'être pleine. Pourtant, alors qu'on ne voit pas clairement le danger, il ne reste au mieux

que trois ou quatre jours pour réagir. Aujourd'hui, où en sommes nous de ce calendrier ?

Alors, pourquoi les Trente Glorieuses ne pouvaient-elles se prolonger mille ans, avec leur croissance à 7% ? Poser la question, c'est y répondre.

...

Croissance zéro ?

Alors que les Trente Glorieuses n'étaient pas encore mortes, certains avaient osé commettre un crime de lèse-majesté en mettant en doute la bienveillance de la déesse croissance. C'était en 1972. N'est-ce pas ce sacrilège qui a fâché pour de bon la bien-aimée, puisque, dès l'année suivante, le premier choc pétrolier sonnait le départ de ce que depuis on a appelé la crise ? En 1972, donc, le Français René Dubos fait paraître un ouvrage intitulé *Nous n'avons qu'une seule Terre*. Avec quelques autres illuminés, il est à l'origine de la Conférence de Stockholm, ancêtre de celles de Rio, de Kyoto et de Johannesburg. En 1972 encore, le Club de Rome publie un rapport explosif, réalisé par le Massachusetts Institute of Technology. Que dit ce rapport, élaboré dans le saint des saints de l'occident triomphant qu'est le M.I.T., et publié en français sous le titre *Halte à la croissance ?* En bref, il énonce l'effet nénéphar, et invite les nations riches à se diriger volontairement vers la "croissance zéro".

...

Peu importe à quel niveau se trouve le plafond du possible : à partir du moment où la croissance exponentielle s'emballer (et elle ne peut que s'emballer, on l'a vu), elle va pulvériser ce plafond, fut-il dix fois ou cent fois plus élevé que les prévisions. En effet, après un siècle de croissance à 4,7%, ou deux siècles à 2,3% (ce qui est considéré comme une croissance faible), nous consommerons chaque année cent fois plus que maintenant.

On peut jouir d'un tempérament optimiste, et se dire que la Terre n'est pas si petite, finalement, et qu'elle maintient à notre disposition beaucoup de ressources ignorées, que nous

apprendrons à exploiter en fonction de nos besoins. Bref, que nous n'avons pas vraiment fait le tour de notre étang. Peut-être. Mais quand bien même celui-ci prendrait miraculeusement les dimensions du lac de Genève ou du lac Baïkal, notre nénuphar le remplirait tout aussi sûrement, en raison de ce qui vient d'être dit. Serait-il même mille fois plus grand que prévu, le nénuphar l'étoufferait ; seulement, au lieu de trente jours, il lui en faudrait quarante.

Croissance nécessaire.

S'il était explosif, voire scandaleux, d'oser parler de choix volontaire de croissance zéro en 1972, en pleine période de prospérité, il est devenu carrément grossier de le faire à une époque où le tassement subi et non pas choisi de la croissance fait penser, contrairement à la réalité objective d'ailleurs, que la prospérité est moindre. Et dans les brèves périodes d'euphorie qui apparaissent parfois, comment peut-on avoir l'impudence de jouer les rabat-joie et de poser des questions susceptibles de doucher ce bel enthousiasme ? Ce n'est jamais le bon moment !

...

La croissance a en effet bien des attraits. Le premier concerne bien évidemment le chômage. Les économistes nous expliquent depuis longtemps qu'une croissance annuelle de 2,7% environ compense les gains de productivité. Donc, si on ne change rien par ailleurs, en dessous de ce taux, le chômage augmente mécaniquement ; au-delà, il diminue. Et comme on ne sait pas faire grand-chose par ailleurs, que le partage du travail, par exemple, a tellement de mal à rentrer dans les mœurs, que les 35 heures patinent...

Aussi évident que son impact direct sur l'emploi est l'influence considérable de la croissance sur le moral de la société. Même sans être trop bien répartie, elle donne un peu plus à chacun, chaque année.

...

INVENTER DEMAIN

*Et je te donnerai
Un frigidaire
Un joli scooter
Un atomixer
Une tourniquette
Pour faire la vinaigrette
Un bel aérateur
Pour bouffer les odeurs
Des draps qui chauffent
Un pistolet à gaufres...*
Boris Vian.

Depuis le rapport du Club de Rome et la Conférence de Stockholm en 72, depuis les deux chocs pétroliers, depuis le Sommet de la Terre à Rio en 92, les mentalités ont évolué. Les populations commencent à prendre conscience du fait que les questions écologiques concernent tout le monde, et non plus seulement quelques farfelus. Techniquement, les problèmes sont encore souvent bien mal connus ; par exemple, on confond encore facilement le problème de l'effet de serre et celui du trou dans la couche d'ozone, du fait que les gaz responsables de ces deux phénomènes sont en partie les mêmes. Mais en tous cas, beaucoup savent maintenant que l'augmentation des émissions de gaz carbonique devient sérieusement préoccupante. Se mêlent à cela les inquiétudes devant les approvisionnements en eau potable, la pollution de l'air, la gestion des déchets, la raréfaction du poisson dans les océans, la destruction de la forêt équatoriale, la menace sur beaucoup d'espèces vivantes, la qualité de la nourriture... Et, pour ceux qui s'en préoccupent, le problème du développement des pays pauvres.

...

Pour mettre en place des modifications de comportement, il est nécessaire que s'établisse un profond changement de mentalité par rapport à l'utilisation des ressources naturelles. L'immensité de

la Terre a pu laisser croire qu'elles étaient inépuisables, ou tout au moins que si un filon s'épuisait là, on en trouverait toujours un autre ailleurs. Cette mentalité de nomadisme et de cueillette doit faire place à une culture sédentaire, car l'espace est clos désormais, et la Terre est peuplée. Etant six milliards, nous ne pouvons imposer au milieu le même niveau de perturbation que si nous étions six millions. Il faut admettre que les ressources limitées de la planète font partie du patrimoine de l'humanité, et n'appartiennent pas seulement à 20% de la population vivant entre 1950 et 2050. On ne tolérerait pas qu'un magnat texan du pétrole démonte la Sainte-Chapelle pierre par pierre pour la rebâtir dans son ranch ; de même, si les pilliers des temples d'Angkor ou des tombeaux égyptiens sont justement considérés comme des pilliers, c'est que ces témoignages du passé font partie du patrimoine commun. Pourquoi n'en est-il pas de même des ressources de la Terre, bien commun de l'humanité indispensable à sa survie ?

Les ressources terrestres se ramassent à la pelle.

Notre façon de gérer les ressources naturelles reste très voisine de celle de nos ancêtres du paléolithique, avant l'invention de l'agriculture, de l'élevage et de la sédentarité. A cette époque de chasse et de cueillette, lorsque les ressources locales s'épuisaient, la tribu pouvait se déplacer vers des contrées encore vierges. Aujourd'hui aussi, nous exploitons les ressources jusqu'à leur épuisement. Seulement, la situation est très différente : à l'époque de Cro-Magnon, l'épuisement des ressources était temporaire ; après quelques années, le gibier se reconstituait, un autre groupe humain pouvait revenir. Quant à nous, nous puisons dans les nappes de pétrole jusqu'à leur épuisement. Nous pompons dans la nappe d'eau fossile pour arroser le maïs, jusqu'à la vider définitivement. Et où irons-nous chercher de nouveaux territoires ?

...

PLUS LOIN. PLUS VITE.

Il faut adapter la ville à l'automobile.
Georges Pompidou

Les transports dans le monde constituent la première cause de l'effet de serre. Comment en est-on arrivé là ?

On ne peut évoquer les transports sans s'intéresser à l'usage qui est fait des produits pétroliers, et le lien entre le coût de ces produits et la façon de les utiliser. Si les transports routiers, aériens, et maritimes se sont autant développés, souvent de manière anarchique, entraînant les problèmes que l'on sait, c'est principalement en raison d'un coût direct du carburant sans commune mesure avec le coût réel pour la société. En fidélité avec la mentalité de cueillette qui va si bien avec le libéralisme économique, on se réjouit de voir les producteurs vendre le pétrole quasiment au prix d'extraction, sans qu'il soit tenu aucun compte de la valeur inestimable pour l'humanité des siècles à venir, ni des inconvénients graves de son rejet massif dans l'atmosphère. Mettre le pétrole, patrimoine de l'humanité, au prix d'extraction, c'est un peu comme mettre les pierres du Colisée au tarif des pierres de carrière, ou la Bible de Gutemberg à celui du papier à recycler.

L'abondance actuelle du pétrole et du gaz, due à leur facilité d'extraction, ne justifie pas ce prix ridicule, ni le gaspillage qui en découle dans nos voitures, nos poids lourds et nos avions. Et même si le prix du brut a pu grimper en 2000 jusqu'à 35 dollars le baril, avant de redégringoler, même si les taxes multiplient par quatre ou cinq le prix d'extraction et de raffinage, même si l'on ne se prive pas de grogner contre le prix de l'essence, on est encore très loin de payer le pétrole au prix correspondant à la valeur irremplaçable pour demain et aux coûts induits par le gaspillage, en termes de pollutions et de nuisances de toutes sortes.

...

Chère bagnole.

Le Président de la République a placé la sécurité routière parmi les priorités de son second mandat. La campagne gouvernementale de l'automne 2002 est entrée en résonance avec une opinion publique enfin prête à la recevoir, et la conscientisation s'est mise en marche avec une rapidité surprenante. Les cadres supérieurs comme les ouvriers ont brutalement réalisé ce que les pys de tous bords s'évertuaient depuis si longtemps à énoncer sans écho, à savoir que l'adoration portée à leur voiture, prolongement phallique d'eux-mêmes, n'était qu'un pitoyable substitut au besoin infantile d'être reconnu. Commerciaux sous pression et superwomen speedées ont remis en cause l'agenda boursouflé qui leur imposait de rouler à tombeau ouvert, un sandwich dans une main, le téléphone portable dans une autre, pour voler d'un rendez-vous urgent à une réunion indispensable. En quelques mois, tout un chacun a commencé à regarder les transports en commun d'un autre œil. C'était nettement moins coûteux, mais un peu moins rapide il est vrai. Beaucoup cependant ont trouvé le courage d'annoncer à leur patron qu'ils quitteraient désormais leur travail à une heure raisonnable pour prendre le bus. D'autres se sont dit qu'ils pouvaient marcher tranquillement deux kilomètres matin et soir plutôt que de transpirer sur les dix kilomètres du jogging le dimanche matin. Dès le printemps 2003, une nouvelle tendance faisait fureur parmi les dirigeants d'entreprise : c'était d'arriver avec ses pinces à vélo dans les conseils d'administration. A la fin de l'été de la même année, les études révélaient une baisse de 40% du kilométrage moyen parcouru pour les vacances : les Français avaient redécouvert cette année-là les régions proches de chez eux, et pour les voyages plus longs, ils avaient plébiscité le train.

Fin 2003, le ministre des transports triomphait : la baisse de la fréquentation de la route, la chute impressionnante du nombre d'embouteillages, le nouveau comportement des automobilistes avaient pulvérisé les statistiques du nombre de morts et de blessés sur les routes.

En revanche, l'industrie automobile faisait grise mine. Le renouvellement du parc était au point mort. Les grosses cylindrées en particulier, celles qui se vantaient de dépasser les 200 à l'heure, ne faisaient plus recette qu'auprès de quelques beaufs indémodables. Les indices boursiers des sociétés d'autoroutes étaient dans le rouge, tout comme ceux des pétrolières ; la baisse du trafic, conjuguée à celle de la vitesse, avait fait chuter la consommation de carburant de plus de 20%. Dans les hôpitaux, les services de réanimation fermaient des lits, et les centres de rééducation commençaient à licencier ; les services d'aide à domicile pour les tétraplégiques s'inquiétaient pour leur avenir. Devant la baisse du nombre de sinistres, les assureurs s'étaient frotté les mains dans un premier temps, avant de réaliser, au moment du calcul des tarifs 2004 et surtout 2005, que la nouvelle situation avait généré une concurrence suicidaire entre compagnies soucieuses de conserver leur clientèle.

Bref, des pans entiers de l'économie nationale étaient sinistrés ou en voie de l'être. Une relance s'imposait. De tous côtés, des voix s'élevaient pour remarquer que la baisse du nombre des morts et des blessés sur les routes avait été trop brutale. Ce passage, entre 2002 et 2005, de presque 8000 à moins de 3000 morts était insupportable pour l'économie, et il convenait de revenir sans délai à des chiffres plus raisonnables. Le consensus finit par s'établir sur un objectif de 6000 morts. Conscient de ses responsabilités, le gouvernement décidait de mettre en sommeil la campagne, finalement trop efficace, de conscientisation et de répression de la criminalité routière. On serait désormais discret sur la vitesse ainsi que sur l'agressivité et l'alcool au volant. Un Groupement d'Intérêt Économique fut constitué entre les constructeurs, les compagnies pétrolières et les sociétés d'autoroutes afin de coordonner de subtiles campagnes de presse et de publicité, destinées à redorer le blason de la voiture, et ainsi regagner le terrain perdu. Dans la foulée, tous les projets gouvernementaux sur la réduction du trafic poids lourds furent remis dans les tiroirs. On revenait à la raison.

Et nous, après ce quart d'heure de délire, revenons à la réalité. Enfin, pas tout à fait...

LA RÉVOLUTION DANS L'ASSIETTE

Le paysan est comme éradiqué parce que non conforme à un temps où produire beaucoup et vite permet de mieux spéculer. A un temps où l'emballage, le transport, la distribution et la publicité qui l'accompagnent rapportent plus que la denrée elle-même.

Pierre Rabhi

Depuis une cinquantaine d'années, les changements dans l'alimentation des occidentaux, et particulièrement des français, ont été considérables, et seuls les plus jeunes peuvent en ignorer l'ampleur. Un aspect est trop rarement abordé à propos de ces changements, à savoir leur impact sur l'utilisation des ressources naturelles, ou si l'on préfère, le coût en énergie et en matières premières de toute la filière qui assure notre alimentation, de la production à l'élimination des déchets, en passant par le transport et la distribution.

...

Le prix du bifteck

Si en une cinquantaine d'années, on a pu révolutionner à ce point l'alimentation dans les pays développés, et si dans le même temps le monde a pu compenser globalement l'accroissement très rapide de sa population, c'est grâce à l'intensification de l'agriculture. Sur cette période, le rendement d'une terre en France s'est considérablement accru : on obtient désormais assez couramment cent ou cent-vingt quintaux de blé à l'hectare, là où, voici un demi-siècle, un rendement de quarante quintaux restait exceptionnel. (Faut-il rappeler qu'au Moyen Âge, les rendements tournaient plutôt autour de trois ou quatre quintaux ?) La production d'une vache laitière a de même été multipliée par trois ou quatre pendant ce demi-siècle.

Cette explosion des rendements a été rendue possible en partie par les améliorations techniques (sélection et création de

nouvelles variétés ; introduction de nouvelles cultures intensives comme le maïs, qui s'est répandu sur presque toute la France ; irrigation ; changement du mode d'alimentation du bétail, utilisant plus de grain et moins d'herbe ; ...) et par l'emploi massif d'engrais et de pesticides.

Et à ce propos, on peut faire plusieurs remarques.

En aval, une agriculture de ce type est fortement polluante, on le sait maintenant : le problème de pollution des eaux, par les phosphates et les nitrates laissés par les engrais et les concentrations d'élevage, ainsi que par les résidus de pesticides, est à ce point préoccupant qu'on a fait des agriculteurs les boucs émissaires de la pollution.

Il est vrai que beaucoup d'agriculteurs ont sauté à pieds joints dans le système productiviste, et s'y sont maintenus beaucoup trop longtemps sans se poser de questions. On ne peut les dédouaner totalement de leur responsabilité en la matière. Seulement il faut rappeler qu'ils ont été conduits à marche forcée dans cette direction par leurs techniciens, leurs organisations professionnelles majoritaires et leurs banques, par les marchands de matériels, d'engrais et d'aliments du bétail. L'idée géniale de donner des cadavres à manger aux vaches n'est pas venue des agriculteurs. Et les pouvoirs publics eux-mêmes ont été les premiers à pousser dans ce sens. Aujourd'hui, l'eau est devenue imbuvable dans une bonne partie de la Bretagne, dont les côtes nord sont ensevelies sous des milliers de tonnes d'algues vertes nauséabondes, notamment dans les Côtes d'Armor. On connaît l'origine de cette invasion : les rejets de nitrates et de phosphates dus au lisier épandu à l'excès sur les terres où se sont concentrés trop d'élevages de porcs et de volailles. L'État n'a rien fait pour maintenir cette concentration dans des limites raisonnables. Au contraire, alors que la sonnette d'alarme avait été tirée depuis longtemps, les préfets bretons donnaient encore récemment leur accord systématique à toute implantation nouvelle et à tout agrandissement de porcherie. Aussi, c'est de manière pertinente que des associations de défense de la côte se retournent maintenant devant la justice contre l'État qui n'a pas joué son rôle,

en laissant se détériorer une situation jusqu'à ce qu'elle devienne catastrophique non seulement au plan écologique, mais aussi au plan économique.

Pour aller au bout des responsabilités, il aussi faut rappeler au consommateur qui vit en chacun de nous qu'il est le premier commanditaire de cet état de fait. En effet, si l'agriculture a réalisé ces bonds de productivité fantastiques depuis cinquante ans, c'est parce qu'à l'autre bout de la chaîne, il existe une demande de plus en plus forte. On ne peut vouloir manger son bifteck, son escalope ou son assiette de charcuterie chaque jour, voire deux fois par jour, tout en ignorant superbement comment tout cela est produit. Pour en disposer en quantité suffisante, il faut des élevages, il faut des engrais pour produire le maïs que mangeront les poulets, les cochons et les taurillons. Ou alors, il faut aller chercher le soja et le manioc cultivés souvent sur les meilleures terres d'Amérique latine ou d'Asie. Et si en plus, on veut que tout cela soit proposé à un prix dérisoire, comme on s'y est habitué de manière progressive, on ne peut guère être exigeant sur la qualité des produits obtenus, ni faire semblant d'être étonné en découvrant les moyens peu ragoûtants de leur production. Les vaches devenues folles à force d'être cannibales, les poulets engraisés eux aussi aux farines de cadavres qu'on a dites enrichies aux huiles industrielles et aux boues de stations d'épuration (là, on espère tout de même avoir fantasmé et cédé à une rumeur non fondée), mais déjà aussi, bien auparavant, les veaux et poulets aux hormones, les ensilages enrichis en urée et en ammoniac, tout cela procède d'une logique. Lors de la crise de 99, le porc était payé 5 francs le kilo au producteur, et proposé à 13 francs dans les supermarchés, le poulet de batterie était parfois moins cher encore. En été 2002, le prix du porc chute à nouveau, il descend à un euro chez le producteur, sans d'ailleurs tellement bouger à l'étalage. Dans ces conditions, on ne peut tout de même pas demander en plus un produit savoureux, respectant la santé du consommateur, ni exiger que les éleveurs se préoccupent de trop près d'environnement ou de bien-être des animaux. Pour arriver à de tels tarifs, il faut bien sûr faire flèche de tout bois, rogner toutes

les marges, inventer jusqu'à l'inimaginable afin de doper la productivité.

Pourtant, à bien réfléchir, le poulet et le porc à 2 euros le kilo, parfois moins, ce n'est pas un peu bizarre ?

...

L'effet NIMBY

L'occident a le plus grand mal à rester critique à propos de la finalité du progrès. S'il exige avec candeur les facilités qu'il croit pouvoir en retirer, il rechigne volontiers à assumer les nuisances engendrées. Apitoyons-nous sur la raréfaction des baleines et des éléphants. Mobilisons-nous contre la construction de l'autoroute qui menace la forêt de nos promenades dominicales, en réclamant toujours de nouvelles autoroutes pour partir plus rapidement. Battons-nous contre l'agrandissement de l'aéroport ou la construction de la centrale nucléaire à proximité de notre domicile, sans mettre aucun frein à l'habitude ou au désir de prendre l'avion pour les vacances, ni à l'insouciance devant les gaspillages d'énergie. Refusons à toutes forces de voir s'installer dans notre champ de vision une tour de transmission pour téléphone portable, tout en râlant contre la présence des zones d'ombre qui perturbent l'utilisation de notre propre appareil. Crions contre les agriculteurs-pollueurs, sans réaliser que nos exigences alimentaires induisent les grandes lignes de ce type d'agriculture. Plaignons-nous de la pollution des villes, fulminons devant l'immobilisme des pouvoirs publics face à l'effet de serre, sans accepter l'idée de raisonner quelque peu notre chauffage ou l'usage de notre voiture.

Cet état d'esprit, c'est ce que les Anglo-saxons nomment l'effet NIMBY, *not in my back yard*, pas dans ma cour, pas dans mon jardin. Autrement dit, loin de moi les effets indésirables de mon comportement. Je me charge de remplir mes poubelles, et à la rigueur je veux bien les trier. Trouvez un endroit pour les vider, et ne m'en parlez plus. Ne me parlez plus de ce que vous en faites, et surtout, ne me demandez pas pourquoi j'ai tant de choses à y mettre. Et voilà, tant de NIMBY côte à côte, cela aboutit à une inconscience collective totale.

...

DES LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT

*Ce sont les enfants qui portent le
fardeau de nos turpitudes, depuis la
création du monde*

Michel del Castillo.
Les étoiles froides.

Depuis les premiers économistes libéraux des dix-huitième et dix-neuvième siècles, on a voulu nous expliquer que l'égoïsme et la cupidité de chacun produisait la prospérité de tous. Le triomphe de l'économie de marché est là pour conforter cette thèse. C'est oublier toutefois que quelque chose est fondamentalement différent aujourd'hui. Jusque vers les années 1980, cette idéologie selon laquelle les vices personnels engendraient un bien collectif était rééquilibrée par des contre-pensées. C'était l'affirmation de la nécessité d'aller vers plus de justice sociale, de tenir compte des plus faibles, d'effectuer une certaine redistribution des richesses, affirmation maintenue vivante sous différentes formes par la tendance sociale-démocrate, par le syndicalisme, et par le fond chrétien de la société. C'était la persistance d'une morale qui, malgré une bonne dose d'hypocrisie, tendait à modérer efficacement cet égoïsme réputé nécessaire à la réussite économique, et à promouvoir un autre ensemble de valeurs. C'était la présence d'un autre système, celui de l'économie dirigée, dont la seule présence, même pervertie, offrait une concurrence salutaire et un contrepoids idéologique : face au paradis socialiste, le paradis capitaliste ne pouvait se contenter d'être celui de la consommation et se devait d'être un peu social. Tout cela refrénait de fait un trop grand cynisme dans l'affirmation du "chacun pour soi" et du "mort au faible" qui constitue le credo libéral.

La théologie nouvelle.

Plus rien de tel aujourd'hui. L'emprise de l'idéologie libérale est presque totale. Les autres systèmes économiques et politiques ont sombré corps et biens

...

Le dernier point concerne le nouveau colonialisme culturel et économique qui pèse sur les pays dits en développement et sur les cultures traditionnelles, avec des conséquences qui dépassent très largement le cadre du folklore. Dans *Le Procès de la Mondialisation*, deux auteurs constatent des faits similaires dans deux régions très éloignées du globe. Helena Norberg-Hodge prend l'exemple d'une région qu'elle connaît bien, le Ladakh, où elle a longtemps vécu depuis 1975. C'est seulement à cette date que cette région himalayenne du Cachemire, encore appelée "Petit Tibet", s'est ouverte à l'influence occidentale, et en particulier au tourisme. A l'époque, Helena Norberg-Hodge découvre une population qui, malgré un environnement extrêmement rigoureux, a réussi à former une société particulièrement riche, au plan matériel comme au plan culturel, psychologique et spirituel. La pauvreté y est inconnue, la solidarité est le maître mot, les gens vivent satisfaits et fiers. En quelques années, tout change. Face à l'afflux des touristes qui dépensent des sommes inimaginables, face aux images factices que déverse la télévision, les ladakhis se découvrent soudain pauvres et honteux. Les solidarités traditionnelles s'écroulent. La fascination des modèles de réussite à l'occidentale joue à plein pour faire naître des rivalités entre générations, entre paysans "arriérés" et citadins "évolués", entre musulmans et bouddhistes, entre ceux qui se découvrent soudain pauvres et ceux qui, croyant se faire aimer et admirer grâce aux symboles de réussite à l'occidentale, n'arrivent qu'à se faire jalouser et rejeter. Cerise sur le gâteau, une éducation complètement décalée finit le travail de sape sur une population désormais complexée, en voie de clochardisation. Ils chantaient et dansaient dans les fêtes de villages. Ils ne s'y risquent plus, honteux de leurs chants face aux professionnels entendus à la radio.

Le second exemple, rapporté par Jerry Mander, relate l'ouverture à la civilisation occidentale de la vallée du Mackensie, dans les Territoires du Nord-Ouest du Canada, où du pétrole a été découvert dans les années 60. Dans cette vallée proche du cercle polaire, habitée par des Indiens et des Inuits, les bouleversements sont étrangement similaires et catastrophiques.

Dans chacun de ces deux cas, la population vivait bien, sans se nuire à elle-même, sans nuire à son environnement. Au contraire, elle avait su depuis des siècles transformer une nature hostile pour en faire le cadre d'une vie rude sans doute, mais épanouie. Aujourd'hui, elle a découvert que son bonheur hypothétique est suspendu au pétrole et à l'électricité, aux voitures et aux téléviseurs que l'occident généreusement voudra bien lui vendre.

...

L'influence occidentale y est donc bien visible. Mais elle est du même type un peu partout, en Afrique, en Amérique latine et dans toute l'Asie du sud. Certes, les sociétés traditionnelles n'étaient pas exemptes de défauts, d'horreurs parfois. Et selon le colonisateur du début du vingtième siècle, c'était le "fardeau de l'homme blanc", un devoir sacré, d'apporter à ces populations "reculées" la lumière et la civilisation. Pour les sociétés d'import-export, c'est une réussite grandiose. Pour le bien des peuples, c'est nettement plus discutable. Pour le bien de la Terre et l'avenir de l'humanité, c'est franchement inquiétant d'avoir ainsi acculé tous les peuples à n'envisager qu'une évolution suicidaire à terme.

Combien de catastrophes avant d'agir ?

La Terre est assez riche pour faire vivre, et bien vivre, les dix milliards d'humains qu'elle portera peut-être un jour, à condition que ces richesses soient plus correctement réparties, au lieu d'être accaparées par une minorité. C'est déjà ce qu'affirmait Gandhi en disant que la Terre fournit de quoi nourrir tout le monde, mais pas de quoi satisfaire quelques gros appétits. Est-il besoin de rappeler qu'un Américain consomme chaque année neuf tonnes d'équivalent-pétrole, c'est-à-dire 430 fois plus qu'un

malien, qui n'en utilise que 21 kilos ? (un Français quant à lui se contente de quatre tonnes). Le gaspillage généralisé, qui va de pair avec le mythe de la croissance économique sans fin et s'entend si bien avec l'esprit libéral, ne peut conduire qu'à accentuer les déséquilibres actuels. Et pourtant il faudra bien se débarrasser un jour de cette anesthésie de l'esprit pour appréhender les vrais problèmes.

Ce n'est pas facile. Même en étant convaincu de cette nécessité de changer cette manière de tout miser sur la croissance, on peut être effrayé par les moyens de ce changement. Dès qu'on entend parler de réduction de croissance, on voit apparaître cette "crise" présente depuis plus d'un quart de siècle et dont on promet toujours le bout ; on voit surtout resurgir le spectre de 1929, avec son cortège de marasme économique, de chômage et de misère, et de troubles politiques. C'est bien pour éviter un tel scénario de marasme et de misère qu'il faut reprendre les rênes de notre destin, au lieu de laisser celui-ci dans la main invisible du Marché. C'est bien pour cela qu'il faut être inventif, car nous ne sommes absolument pas préparés à cette mutation inédite.

...

Un tel bouleversement des manières et des mentalités de vivre peut-il se faire ? Poser cette question, c'est se remettre dans la situation de l'aristocratie française de la deuxième moitié du dix-huitième siècle : était-elle alors capable d'envisager l'abolition des privilèges ? Ou fallait-il en passer par la prise de la Bastille et l'incendie des châteaux avant de connaître la nuit du 4 août ? Vers 1750, Machault d'Arnouville, contrôleur général des finances de Louis XV, tenta d'établir une certaine égalité devant l'impôt, en faisant enfin payer les classes privilégiées pour soulager les plus pauvres. Accrochés à leurs avantages, la haute noblesse et le haut clergé se coalisèrent pour obtenir du roi son renvoi. Après Machault, c'est Turgot, Necker, Calonne qui échouèrent dans leurs tentatives pour amener les privilégiés à ouvrir les yeux sur la réalité et à accepter les réformes. Refusant toute évolution, ceux-ci rendaient inéluctable la Révolution qui allait les balayer. Il est vrai que, anesthésiée par son oisiveté, la cour de Louis XV, puis

celle Louis XVI, était trop enfermée dans la futilité pour réaliser que le monde ne se limitait pas à Versailles, trop centrée sur elle-même pour entendre le monde réel et imaginer l'avenir autrement que comme prolongement du passé. L'avenir ? 1789.

L'éclairage de l'Histoire montre que c'est le plus souvent le dos au mur qu'on se met à chercher des solutions à des problèmes trop longtemps niés, et qu'alors, les solutions imposées dans l'urgence et la panique s'accompagnent fréquemment de troubles graves. Constatation bien déprimante. Comment sortir de cette apparente fatalité de l'aveuglement ? *Combien de catastrophes avant d'agir ?* demande Nicolas Hulot dans le titre d'un ouvrage publié au printemps 2002.

...

DEFAIRE LE DEVELOPPEMENT, REFAIRE LE MONDE

*Y avait rien.
Pas un troquet.
Pas une mobylette..
Rien. La zone.
Coluche.*

Qu'est-ce que le développement ? Aussi curieux que cela puisse paraître, on ne le sait pas vraiment, car il n'existe pas de définition pour ce mot appliqué à l'économie et aux relations internationales. Le sens de ce mot est donc laissé à l'imaginaire et à l'affectif : le développement, c'est l'avancée de l'enfance vers l'âge adulte, le déploiement de la graine jusqu'à la plante, à la fleur et au fruit. C'est beau.

Mais d'où vient donc ce mot ? Son usage, dans le sens économique, est relativement récent. Un conseiller du Président Truman a trouvé que le Discours sur l'Etat de l'Union que celui-ci devait prononcer en janvier 49 était un peu terne, et qu'il convenait de le couronner par quelque chose de plus flamboyant, de plus attirant pour la presse. Un dernier point a donc été rajouté. Dans cette fin de discours, le président des Etats-Unis constatait que plus de la moitié de l'humanité était dans la misère ; il proposait l'aide américaine pour sortir de cette situation, et prédisait que si les peuples pauvres savaient profiter de la chance ainsi offerte et se mobilisaient avec suffisamment d'énergie, une nouvelle ère allait s'ouvrir pour le monde, une ère de paix, de prospérité universelle et de bonheur. Le lendemain, les journaux pouvaient titrer sur cette nouvelle espérance : le salut était en vue, et l'Amérique était le messie porteur de ce salut. De ce jour, le mot développement gagnait son statut définitif : son objectif affiché étant de répandre le bien-être sur la Terre entière, la réputation du développement ne pouvait être que sans tache. Quelques années plus tard, confiant comme tout le monde en cet objectif louable, le pape Paul VI écrivait dans son encyclique *Populorum Progressio* : "*Le développement, c'est le nouveau nom*

de la paix." J'y ai longtemps cru. J'y crois encore, à condition de savoir clairement ce qui se cache derrière ce mot. Or, puisque depuis la création de cette notion, le flou complet qui l'entoure permet toutes les ambiguïtés, tous les malentendus : on peut toujours s'interroger sur les modalités du développement, sur sa vitesse, sur ses conditions. Sur sa nature, jamais.

Pourtant, début 2002, six mois avant le Sommet de Johannesburg sur le développement durable, un colloque se tenait à Paris, au siège de l'UNESCO. Son thème marquait la dissidence par rapport à cette belle unanimité : *"Défaire le développement, refaire le monde."* En écho à cette provocation, Edgar Morin, qui jusque là s'était montré un ardent défenseur du *"vrai développement, le développement humain"*, reconnaît maintenant que dans l'expression "développement humain", *"le mot humain est vide de toute substance"*.

Bibliothèque Rose et Série Noire

L'idée présentée par Truman, et présente désormais dans l'imaginaire collectif, c'est que dans la classe mondiale, il y a les bons et les mauvais élèves, les premiers de classe et les cancre, les exemples à suivre et les repoussoirs

...

Cette manière de diviser le monde entre, d'un côté les riches, parfois un tantinet égoïstes il est vrai, mais si efficaces et surtout si bien élevés et si fréquentables, et de l'autre côté les pauvres, à plaindre et à aider, auxquels il faut donner le bon exemple, mais qu'il faut surtout secouer, ne date pas d'hier, et n'est pas née avec le terme de développement. Auparavant, elle justifiait la colonisation. C'était le "fardeau de l'homme blanc" d'amener à la civilisation, à la pleine humanité, à la vraie religion, ces sauvages à moitié nus, aux mœurs répugnantes, anthropophages parfois, dont l'état représentait une insulte à la dignité humaine. Seulement, au milieu du vingtième siècle, on ne peut plus faire perdurer des pratiques communément admises avant la seconde guerre mondiale. On ne peut plus exhiber la vénus hottentote devant les badauds, on ne peut plus montrer au

Jardin d'Acclimatation des familles kanakes à moitié nues, ou reconstituer comme on l'avait fait à Paris pour l'exposition coloniale de 1931 un prétendu village africain peuplé de nègres rigolards dévorant de la viande avec force grimaces. Y a bon ! Et en politique internationale, les empires coloniaux dénotent un peu trop dans la modernité. La colonisation est morte. Vive le développement ! Dans les années 50-60, le développement, c'est d'abord la lutte contre la faim et la maladie. La bonne volonté et la générosité des occidentaux sont alors de mise : les pauvres gens, ils meurent de faim ; il nous faut les nourrir. Nous qui sommes bons, nous qui sommes efficaces, nous allons reprendre la grande idée de Truman et régler le problème ; nous allons leur apporter à manger, ou mieux encore leur apprendre à se débrouiller.

...

Le développement est la promesse d'un avenir radieux calqué sur le nôtre. Voilà pour le mythe.

...

Après un demi-siècle de développement, où en est-on de ce programme ? On serait en droit de penser que depuis ce demi-siècle, le Tiers-Monde a commencé sérieusement à toucher les dividendes de cette action, à goûter aux fruits délicieux de la prospérité. Qu'en est-il en réalité ? En 1974, le Secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger promettait : *"En 1984, aucun homme, femme ou enfant ne s'endormira plus en ayant faim."* En 1996, selon la FAO, ceux qui souffrent de la faim sont plus de 800 millions, et la malnutrition touche deux milliards d'humains.

...

Tel est le résultat de cinquante ans de développement. On avait eu droit à la version Bibliothèque Rose pour enfants sages, pour les bons élèves de la classe du FMI. Peut-on encore croire au Père Noël, ou le monde est-il condamné à la Série Noire ?

Les bolcheviques du libéralisme

Si en cinquante ans, la situation des pays pauvres n'a fait qu'empirer, est-ce en raison d'une insuffisance de développement, ou en raison du développement lui-même ? La question n'effleure

pas les cadres froids du FMI, ces "bolcheviques du libéralisme", comme les nomme Joseph Stiglitz, le Nobel d'économie déjà cité. Droits dans leurs bottes, fidèles à leur idéologie, ils persistent et signent dans la voie de la tragédie, qui est pour eux le passage obligé pour accéder aux bienfaits inéluctables du développement.

...

A l'aide !

C'est dans ce contexte d'échanges obligatoires que prend place l'aide publique au développement. Toute personne quelque peu sensibilisée aux problèmes de la justice internationale s'est un jour ou l'autre scandalisée de la modicité de cette aide. Il n'est même pas besoin de la comparer avec les budgets militaires : les seules subventions à l'agriculture des USA et de l'Union Européenne représentent sept fois l'aide publique au développement (350 milliards de dollars contre 50 milliards). Les responsables politiques eux-mêmes sont parfois gênés de cette situation, et se fendent de temps à autre de grandes déclarations pour affirmer solennellement leurs bonnes intentions. A une époque, la promesse était de consacrer à cette aide 0,7% du PIB des pays industrialisés. On en est maintenant tellement loin que le vœu pieux est retombé à 0,2 ou 0,3%. Faut-il pleurer, faut-il en rire ? Telle qu'elle est accordée, telle qu'elle est utilisée, l'aide publique est-elle scandaleusement insuffisante, ou est-elle encore de trop ? Les médecins ont dans leur serment pour première consigne de ne pas nuire. En ce qui concerne l'aide internationale, on n'est pas sûr d'en être là. L'aide publique est-elle, a-t-elle jamais été, plus utile que nuisible ?

...

L'aide publique ? Oui, certainement, mais à condition de la repenser totalement, dans ses finalités comme dans ses modalités.

...

Dans la notion de développement est présente l'idée d'un bonheur unique et obligatoire à l'occidentale. Selon Edgar Morin, cette notion "*suppose que l'état actuel des sociétés occidentales constitue le but et la finalité de l'histoire humaine*". Si un tel

programme devait aboutir, en débouchant dans quelques décennies sur une société comparable à la nôtre, le jeu en vaudrait-il la chandelle ? L'affirmer, c'est déclarer avec une certaine impudence que notre société est supérieure à celles qui sont en bonne voie de destruction. Cela reste à discuter, mais admettons. La question n'est même pas là, le développement tel qu'il est proposé étant impossible pour la plupart des pays. Si, après avoir connu au début de la révolution industrielle des conditions sociales épouvantables, l'occident a pu profiter de la prospérité, c'est qu'il a disposé d'un espace pour l'établir, et d'un réservoir de matières premières où il a pu puiser sans compter afin d'alimenter ses besoins nouveaux. C'est aussi qu'il a pu mettre en place progressivement, à l'abri de ses frontières, une certaine protection sociale contre la toute-puissance de l'économie. Si notre société peut aujourd'hui conserver ses avantages indéniables, c'est parce le réservoir des ressources à sa disposition est encore géré comme s'il était inépuisable, parce que la concurrence sur ces ressources n'est jusqu'à présent pas trop forte, parce qu'ailleurs existent encore la possibilité d'épurer les nuisances produites par un milliard d'occidentaux et celle de délocaliser ce que nous n'acceptons plus de produire chez nous ou ce qui peut être produit à vil prix ailleurs. Mais les limites des ressources de la planète, qui rendent impossible à terme le maintien de nos standards de vie, rendent a fortiori impossible leur accès aux plus pauvres, et ceci d'autant plus qu'avec la mondialisation, avec la guerre économique impitoyable, toute protection a tendance à disparaître là où elle existait, et a le plus grand mal à voir le jour là où elle est inexistante. Hélas, on ne risque guère de se tromper en disant que le développement à *l'occidentale* va laisser la plus grande partie du Tiers-Monde embourbé dans les conditions sociales effroyables de notre dix-neuvième siècle, sans lui ouvrir jamais les possibilités d'en sortir. La place étant prise depuis longtemps, le rêve clinquant venu d'occident n'aura été qu'une escroquerie. La multiplication poussée jusqu'à l'absurde des échanges internationaux, l'ouverture en grand de toutes les frontières entre pays si inégaux, sont des

impasses. La recherche d'une généralisation des standards occidentaux au monde entier est un leurre. Ce modèle est condamné.

Développement durable, le paradoxe.

Alors, peut-on encore parler de développement ? La réponse est-elle dans cette notion magique proposée depuis une dizaine d'années, et consacrée par l'intitulé de la Conférence de Johannesburg, celle du développement durable ?

...

LA FAIM DU MONDE

*En 1984, aucun homme, femme ou enfant
ne s'endormira plus en ayant faim.*

Henry Kissinger (en 1974)

...

On nous a dit que, le problème de la faim étant un problème de pauvreté, sa solution est dans le développement ; que le développement passe par la concurrence internationale et l'intégration dans le commerce mondial, seuls capables de mobiliser les plus performants et de les rendre encore plus performants. On a vu ce qu'il en est... La faim se réduit alors à un problème technique (la révolution verte donnera aux meilleurs les moyens de devenir encore plus productifs), et un problème commercial (ceux-ci, où qu'ils soient, nourriront la Terre entière).

Joli programme, contesté par Jean-Luc Duval, président des Jeunes Agriculteurs, un syndicat qui ne se revendique pourtant pas d'extrême-gauche. Dans un point de vue intitulé : *"Laissez les paysans du Tiers-Monde protéger leur marché"*,¹ celui-ci s'élevait en 2001 contre la prétention du G8 à imposer à l'agriculture des pays pauvres la mondialisation libérale :

"Regardons du côté de ceux qui sont chargés de nourrir tout le monde : nous sommes environ un milliard trois cents millions d'actifs agricoles. Environ un milliard d'entre nous travaille chacun une surface guère supérieure à un hectare, avec un équipement réduit à un ou deux instruments de type houe : leur productivité est de l'ordre de 10 quintaux d'équivalents céréales par actif et par an.

"Quasiment tous les autres disposent d'une ou de deux bêtes de traction, pour tirer le plus souvent un araire et, au mieux, une charrue... car on compte dans le monde seulement 28 millions de tracteurs. Les plus performants permettent, comme ceux que je représente, de produire l'équivalent de 10 000 quintaux de céréales par actif et par an.

¹ *"Le Monde"*, 27 juillet 2001

"Le projet de M. Bush est tout simplement de mettre en concurrence ces producteurs à 10 000 quintaux par actif avec ceux qui en produisent 10. Vous avez dit "concurrence" ? J'appelle cela un jeu de massacre. Pour une fois, les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'équation est simple : il faut multiplier par trois la production alimentaire mondiale. Où sont les futurs gains de productivité ? Dans les plaines de l'Iowa et de la Beauce, où quelques milliers de paysans peuvent espérer passer de 100 quintaux par hectare à 150 ? Ou partout ailleurs dans le monde, où un milliard de paysans devraient pouvoir passer de 10 à 15 quintaux, comme nous en Europe au début du dix-neuvième siècle ? Les ayatollahs de la liberté des échanges commerciaux croient dur comme fer que toute mise en concurrence est toujours bonne à prendre. Ce que je prétends, c'est qu'en matière d'agriculture, et, par suite, d'alimentation, c'est une ineptie."

Oui, l'agriculture des pays pauvres doit être protégée...

...

Prix bas : l'engrenage infernal

La faiblesse actuelle des prix agricoles crée dans le monde une situation absurde : pour les denrées comme les céréales, qui peuvent se stocker, et s'échanger sur une longue distance, un prix mondial s'établit à partir de la loi de l'offre et de la demande ; seulement, aucun paysan du monde, même le plus performant, ne peut vivre de son travail en vendant à ce prix. Les agriculteurs américains et européens ne s'en sortent qu'avec les aides de l'état (aides directes, subventions) avouées ou camouflées. (On peut au passage s'étonner que les tenants de l'orthodoxie libérale ne s'insurgent pas contre cette situation contraire à toutes les fameuses "lois du marché".) Les paysans du Sud n'ont évidemment aucune aide de ce type à attendre de leurs pays, aux budgets squelettiques. Aussi, quand leurs frontières laissent entrer au cours mondial les céréales occidentales, ce qui est de plus en plus le cas en vertu des règles de libre-échange de l'OMC, ils se retrouvent étranglés par cette concurrence.

...

Nourriture ou développement ?

Dans cette lutte du pot de terre contre le pot de fer, les cultures vivrières sont progressivement refoulées par les grandes cultures d'exportation sur les terres les plus ingrates. Alors, c'est vrai, le commerce international y trouve son compte. La population est-elle mieux nourrie ? Pas par la production vivrière locale en tous cas, qui devient marginale. Reste l'importation de nourriture, souvent moins chère que les produits locaux, nous l'avons vu. Encore faut-il que le paysan ruiné par ces importations dispose d'un revenu pour se payer cette nourriture qu'il n'a plus les moyens de produire lui-même.

Au Costa-Rica, la production de bœuf a triplé en vingt ans : il faut bien alimenter les chaînes de production de hamburgers. Mais la viande de bœuf est désormais inaccessible au Costaricain moyen.

En Asie du Sud, ...

On pourrait, hélas, multiplier de tels exemples.

Pour un cercle vertueux

Pour éviter ce massacre de la paysannerie du Sud par la conjonction entre les prix bas et le libre-échange, il faut organiser la protection de l'agriculture, en supprimant les subventions aux exportations des pays riches vers les pays pauvres (y compris les "aides" en nature, sauf en cas de véritable urgence humanitaire, lorsque les régions voisines ne peuvent suffire à faire face), et en permettant à ces derniers de se protéger par des taxes à l'importation. N'étant plus soumis à une concurrence effrénée et insupportable, les paysans pourront retrouver un revenu leur permettant d'abord de vivre, au lieu d'avoir comme seule perspective la fuite vers les bidonvilles. Progressivement, ils pourront ensuite épargner et investir dans des outils permettant un travail moins pénible et plus efficace, éventuellement l'achat d'un peu de bétail, qui apportera un revenu complémentaire, produira du fumier pour améliorer la fertilité du sol, et rendra peut-être possible un début de culture attelée.

Les gains de productivité ne prennent pas des siècles, dès que les prix sont soutenus : après guerre, il a fallu une petite vingtaine d'années pour que la CEE, où se pratiquait la préférence communautaire, passe de l'insuffisance alimentaire à la surproduction. Avec des méthodes qu'on peut espérer moins brutales, le Tiers-Monde peut en quelques années obtenir également cette autosuffisance et mettre ainsi un terme au scandale de la faim.

...

La révolution verte

...

Le type de discours selon lequel les OGM vont permettre au Tiers-Monde de mieux se nourrir n'est pas nouveau : depuis les années 60, la révolution verte est censée résoudre miraculeusement le problème de la faim. De nouvelles variétés de riz à haut rendement ont déferlé sur l'Inde. Au Pérou, pays d'origine de la pomme de terre, des variétés, à haut rendement elles aussi, ont été implantées. Dans ces deux cas parmi beaucoup d'autres, le miracle annoncé, prospérité pour les paysans et pour le pays tout entier, n'a pas eu lieu : ces variétés si prometteuses sont en fait trop gourmandes, trop exigeantes, trop fragiles. Prenons l'exemple de ces nouvelles pommes de terre : il leur faut beaucoup d'engrais et d'eau ; elles sont facilement envahies par les vers qui les rendant immangeables et par les doryphores qui les dévastent ; elles sont sensibles au mildiou qui les fait pourrir, et au gel, redoutable en altitude. Certes, ces variétés sont superbes pour des techniciens capables de sortir leur pulvérisateur plus vite que leur ombre, mais elles sont totalement inadaptées aux rudes conditions des Andes. Aussi, après tant de déconvenues ruineuses, les paysans péruviens tentent aujourd'hui de retrouver celles qui n'ont pas disparu parmi les quelque 500 variétés locales qui ont prouvé leurs mérites avant la fameuse révolution verte.

...

Les médecins de Molière avaient pour tout remède la saignée, qui épuisait à coup sûr le malade. Bardés d'aveuglement

dogmatique, quand ce n'est pas d'incompétence, les Diafoirus de l'économie n'ont aujourd'hui que la mondialisation libérale à proposer. Pourtant, la faim n'est pas une fatalité. Les moyens existent pour la faire reculer. Pour les mettre en œuvre, il faut mettre un terme au règne de ces beaux parleurs. Il faut mettre un terme au cynisme de ceux qui font fortune sur la misère. Il faut mettre un terme au défaitisme et au suivisme des gouvernants qui se contentent de faire le beau devant les maîtres du Marché. C'est le rôle des peuples, de ce qu'on appelle la société civile, pour les années à venir.

...

LE VINGT-ET-UNIEME SIECLE

*Le XXI^{ème} siècle sera spirituel ou ne sera pas.
(Déclaration attribuée à André Malraux)*

A cette fameuse phrase, prêtée à Malraux, et objet de tant de commentaires, l'Abbé Pierre renchérit en disant que *le XXI^{ème} siècle sera fraternel ou ne sera pas*, en précisant bien que pour lui, c'est la même chose, car toute religion qui ne serait pas fraternelle ne serait que mensonge. Sans vouloir annexer ni Malraux ni l'Abbé Pierre, on pourrait dire de ces phrases qu'elles résument une bonne partie de ce qui vient d'être dit ici.

En effet, l'essentiel des pages précédentes consiste en ceci : il est urgent de trouver d'autres moteurs pour la marche du monde que celui de la croissance quantitative, tout au moins au sein des pays riches, car cette croissance mène à une impasse dramatique (quant aux pays pauvres, vers quel chaos peut les entraîner la *seule* croissance quantitative ?). Or, pour trouver d'autres moteurs, il faut faire le deuil de certaines habitudes, aussi rassurantes, aussi confortables soient-elles.

...
"Un vide étrange s'est creusé au milieu de nous, écrit Jean-Claude Guillebaud, un manque qu'il faudra un jour regarder en face. Et rassasier, d'une manière ou d'une autre... Personne ne pourra nous convaincre de substituer une frénésie aussi haletante à la simple et douce raison humaine. A une quête spirituelle minimale. Au partage. A tout le reste. Oui, nous sommes dans l'attente..."

Oui, nous sommes dans l'attente... Est-ce étonnant ? *"Nous sentons confusément, reprend Guillebaud, que la vie des sociétés humaines ne pourra pas -éternellement- se ramener à cette vacuité arithmétique : taux de croissance, bourse en folie, consommation boulimique, course angoissante au résultat, compétitivité, bataille, égoïsme ravageur et obsessionnel (combien ? quel chiffre ? quel résultat)."* Est-il étonnant que ce vide, censé nous tenir lieu d'essentiel, n'arrive pas à nous remplir ?

Est-ce un hasard si les sages de tous temps et de tous lieux insistent autant sur le détachement par rapport aux valeurs matérielles, aux valeurs de prestige et de pouvoir, et mettent en avant d'autres raisons de vivre ? C'est vrai du Bouddha et de Jésus, mais aussi des philosophes grecs. Épicure met en avant le lien très fort entre les progrès de la frugalité et les progrès de la sagesse. Et dans la quête du bonheur qui est son souci, il distingue nettement les désirs naturels et nécessaires, comme le boire, le manger, l'amitié, dont la satisfaction est en mesure d'apporter le bonheur, de ceux qui ne sont pas nécessaires, et souvent pas naturels, comme la recherche de l'argent et du pouvoir, dont la satisfaction est surtout source de déception. Aujourd'hui, le Dalai-Lama rappelle cette même vérité : *"Si le désir de posséder des biens plus coûteux ne repose que sur une seule posture mentale, "en vouloir toujours plus", alors on finit par atteindre la limite de ce qu'on peut obtenir. On se heurte à la réalité. [...] C'est là le danger inhérent à ce type de désir : il mène tout droit à la convoitise, fondée sur une attente démesurée. A son tour, la convoitise conduit à la frustration. Car [...] l'ironie veut qu'une fois obtenu l'objet de son désir on ne soit toujours pas satisfait. [...] Le seul antidote, c'est le contentement. [...] Comment atteindre le contentement intérieur ? Il y a deux méthodes. La première consiste à obtenir tout ce que l'on veut [...] [On] a déjà mis en évidence les inconvénients de cette manière d'aborder l'existence. La seconde, la plus sûre, ce n'est pas d'avoir ce que l'on veut, mais plutôt de vouloir et d'apprécier ce que l'on a".*

De telles réflexions sur les moyens d'accéder au bonheur ne sont pas vraiment en phase avec les critères de l'économie, c'est le moins que l'on puisse dire. Si elles sont parfaitement décalées face à la mentalité start-up, sont-elles pour autant dépassées ou trop exotiques en elles-mêmes ?

TRENTE ANNEES POUR RIEN ?

Et chacun est rentré chez son automobile.

Claude Nougaro

Dans les premières pages de ce livre, j'écrivais que les idées développées ici ne sont pas inédites. Au moment de le clore, j'en ai la confirmation en feuilletant un ouvrage publié en 1975 par Michel Albert et Jean Ferniot, *Les Vaches Maigres*, dont les premiers chapitres contiennent déjà une bonne partie de ce qui est dit ici. Après le rapport du Club de Rome, après le premier choc pétrolier, une page semblait tournée définitivement. La prise de conscience était bien en marche, un revirement complet de la pensée dominante avait commencé, comme l'attestent les déclarations des penseurs et des décideurs les plus variés de l'époque. Pour le ministre français de l'Économie, Valéry Giscard d'Estaing, *"la montée culturelle de notre société prendra le relais de la croissance économique"*. Siccó Mansholt, président de la Commission Européenne, vit dans ces années 72-73 une conversion totale et courageuse : *"Pour nous, dans le monde industrialisé, diminuer le niveau matériel de notre vie devient une nécessité. Ce qui ne signifie pas une croissance zéro, mais une croissance négative. La croissance n'est qu'un objectif politique immédiat servant les intérêts des minorités dominantes."* On pourrait multiplier les citations montrant que le monde désormais ne tournerait plus comme avant ; on avait bien compris, il était vital et urgent de redresser la barre, de faire cesser le pillage et le gaspillage des ressources, de jeter au panier les illusions du tout-PIB et du tout-croissance.

...

Trente ans sont passés...

...

L'avenir reste à inventer. Il attend un sursaut de lucidité, il attend notre prise de conscience, nos vraies décisions. C'est urgent.